



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.614/2
du 27 mars 2019

advies 65.614/2
van 27 maart 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution du Code des sociétés
et des associations'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van het
Wetboek van vennootschappen
en verenigingen'

Le 5 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution du Code des sociétés et des associations'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 mars 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur. Henri CULOT, appelé en qualité d'expert sur la base de l'article 82 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, a également présenté un rapport.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 mars 2019.

*

Op 5 maart 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 maart 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur. Henri CULOT, die als expert opgeroepen is op grond van artikel 82 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerde op 12 januari 1973, heeft eveneens verslag uitgebracht.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 maart 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Les annexes 1 et 2 mentionnées à l'article 1:7, § 3, alinéa 1^{er}, n'ont pas été transmises au Conseil d'État avec le projet.

L'adoption de l'arrêté en projet sera donc précédée d'une nouvelle consultation de la section de législation, portant sur ces annexes.

2. À la demande du Conseil d'État, lui a été transmis un tableau indiquant, pour chaque article du projet, son fondement juridique ainsi que les dispositions correspondantes actuelles dont celles en projet s'inspirent ou la mention du fait qu'elles sont complètement nouvelles.

Un tel tableau devrait être joint au rapport au Roi et, dans la mesure où il vise pour l'essentiel comme fondements juridiques certains articles du Code des sociétés et des associations, il conviendrait de s'assurer qu'ils correspondent à ceux mentionnés au premier alinéa du préambule, tel qu'il sera modifié en outre à la lumière des observations générales n^{os} 1 à 3.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Les dispositions légales visées au quatrième alinéa du préambule du projet constituent les fondements juridiques des modifications de l'arrêté royal du 27 avril 2007 'relatif aux offres publiques de reprise' en projet aux articles 9:1 – le second – à 9:7. Les arrêtés royaux d'exécution de l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 2007 'relative aux offres publiques d'acquisition' requièrent toutefois l'avis préalable de la FSMA.

Cette formalité préalable doit par conséquent être accomplie pour les articles 9:1 à 9:7 précités. Elle sera visée au préambule.

2. Seule la première page de l'avis de l'inspection des Finances figure au dossier.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Les articles suivants du Code des sociétés et des associations doivent également figurer dans la liste, énoncée à l'alinéa 1^{er} du préambule, des articles que l'arrêté en projet exécute : 2:7, § 3, 2:12, § 1^{er}, 2:23, § 2, 5:69, § 2, 6:24, 7:82, § 3, 7:145, alinéa 7, 7:215, §§ 2 et 3, et 7:218.

En revanche, les articles suivants du Code des sociétés et des associations ne doivent pas figurer dans cette liste car l'arrêté en projet ne les exécute pas : 3:7, 3:20, 3:22, 3:42, 3:75, 3:78, 3:79, 3:92, 3:98 et 3:127 (lequel n'existe pas).

2. Dans la mesure où l'intérêt principal d'une codification du droit des sociétés et des associations est de regrouper au sein d'un même instrument toutes les dispositions applicables aux sociétés et aux associations, les auteurs du projet devraient inclure dans le projet d'arrêté toutes les dispositions d'exécution du Code des sociétés et des associations.

On ne comprend en effet pas pourquoi certaines dispositions d'exécution de nature réglementaire, portant d'ailleurs sur des sujets variés, figurent dans l'arrêté en projet, qui apparaît ainsi comme un arrêté d'exécution « principal », alors que d'autres dispositions d'exécution de nature réglementaire seraient fixées dans des arrêtés distincts.

Ainsi, par souci de cohérence et d'exhaustivité, devraient aussi figurer dans l'arrêté en projet, moyennant les adaptations nécessaires, notamment :

– la désignation du Code de gouvernement d'entreprise qui s'applique obligatoirement (exécution de l'article 3:6, § 2, alinéa 4, du Code des sociétés et des associations, actuel arrêté royal du 6 juin 2010 'portant désignation du Code de gouvernement d'entreprise à respecter par les sociétés cotées') (il est souligné que la nouvelle disposition devra être basée sur la vérification de l'existence dans le Code de gouvernement d'entreprise choisi de critères d'indépendance adéquats, conformément à l'article 7:87, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations) ;

– le contenu de l'article 34 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004 'portant exécution du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne' et celui de l'article 27 de l'arrêté royal du 28 novembre 2006 'portant exécution du Règlement (CE) n° 1453/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la Société coopérative européenne' ;

– le contenu de l'arrêté royal du 12 janvier 2006 'relatif aux titres dématérialisés de sociétés'.

Le cas échéant, les articles du Code des sociétés et des associations ainsi exécutés seront mentionnés dans le préambule de l'arrêté en projet et les arrêtés ainsi remplacés seront ajoutés à l'article 9:1 en vue d'une abrogation expresse.

3. Le Code des sociétés et des associations oblige le Roi à prendre des mesures d'exécution de certaines de ses dispositions, qui ne semblent pas toutes faire l'objet d'une exécution dans l'arrêté en projet ni dans d'autres arrêtés, notamment :

– l'article 2:7, § 2, du Code des sociétés et des associations, selon lequel le Roi désigne l'instance chargée de gérer le système de base de données électronique contenant les statuts et leurs mises à jour, lorsque ces statuts et ces mises à jour ne font pas l'objet d'un acte notarié ;

– les articles 3:15, alinéa 3, 3:47, § 7, alinéa 6, et 3:51, § 7, alinéa 6, en ce qui concerne la forme dans laquelle les documents doivent être transmis ;

– les articles 5:28, alinéa 7, et 6:27, alinéa 6, en ce qui concerne les modalités d'inscription lorsque le registre est tenu en deux parties ;

– l'article 8:2, en ce qui concerne les conditions d'agrément des entreprises agricoles ;

– l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 2, en ce qui concerne les conditions d'agrément des entreprises sociales ;

– l'article 12:119, § 1^{er}, alinéa 3, en ce qui concerne les modalités de notification de la prise d'effet de la fusion transfrontalière ;

– les articles 15:4, alinéa 3, 15:26, alinéa 3, 16:5, alinéa 3, et 16:24, alinéa 3, en ce qui concerne les procédures accélérées prévues par ces articles ;

– l'article 42, § 4, de la loi précitée, en ce qui concerne les modalités de renversement des présomptions figurant aux paragraphes 1^{er} à 3 de cet article.

Les mesures d'exécution requises par le législateur doivent être prises et devraient figurer dans l'arrêté en projet.

Si tel est le cas, les dispositions pertinentes du Code des sociétés et des associations seront visées à l'alinéa 1^{er} du préambule.

4. À plusieurs endroits, l'arrêté en projet prévoit des règles identiques ou similaires pour différentes situations ou catégories de personnes morales.

Sauf lorsque l'intention des auteurs du projet est de prévoir une règle différente pour ces situations ou catégories et que la différence de traitement ainsi introduite est compatible avec les principes d'égalité et de non-discrimination, il convient de s'assurer que le texte des différents articles qui traitent d'un même sujet à propos des différentes catégories de situations ou de personnes morales et qui sont censés édicter les mêmes règles, soit rédigé de manière parfaitement identique, sauf pour ce qui serait justifié selon que ces dispositions s'appliquent à l'une ou à l'autre catégorie de situations ou de personnes morales.

Une telle vérification doit être faite dans les deux langues du projet. Fréquemment, les textes censés être identiques le sont dans une langue, mais pas dans l'autre, ce qui laisse supposer une erreur de concordance linguistique.

Il en va notamment ainsi aux articles 3:88 et 3:170 (point I, b), c), d) et e), 3:88, point II.A, 1^o) et aux articles 3:89, § 1^{er}, et 3:171, § 1^{er} (point III.A, point III.D, 1^o, point III.E, alinéas 2 et 4, et point IV.A, § 1^{er}).

5. Pour remplacer la notion de « capital » dans les sociétés qui n'en auront plus sous l'empire du Code des sociétés et des associations, les auteurs du projet ont choisi d'utiliser le terme « apport », utilisé au singulier. Le terme « apport » est aussi utilisé dans les comptes des sociétés qui ont un capital, ce dernier étant désormais présenté comme une sous-rubrique de la rubrique « apport ».

Ce choix pose un problème de fond dans la mesure où sont ainsi présentés comme des apports :

- dans tous les types de sociétés, des montants figurant au passif du bilan, alors que les apports tels que définis par l'article 1:8, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code des sociétés et des associations sont des éléments d'actif ¹ ;

- dans les sociétés dotées d'un capital, des montants qui ne représentent pas nécessairement la contrepartie d'apports, mais aussi, le cas échéant, des incorporations de plus-values de réévaluation ou de réserves, comme le prévoient notamment l'article 3:89, § 2, I, 1^o, et le point C.1 de la partie « Affectations et prélèvements » du « Compte de résultat » de l'annexe 3.

Dans cette mesure, l'arrêté n'est pas conforme à l'article 1:8 du Code des sociétés et des associations, qui définit l'apport.

Il convient, en conséquence, d'opter pour un terme plus adapté ou d'exclure les incorporations de la notion d'apport.

¹ Ainsi, les mots « l'apport de la société consolidante » utilisés à l'article 3:158, alinéa 1^{er}, prêtent à confusion car on pourrait comprendre qu'il s'agit d'un apport qui a été fait par la société consolidante. Or, il s'agit des apports qu'elle a reçus ou que les sociétés comprises dans la consolidation ont reçus.

Si les auteurs du projet choisissent de maintenir le terme d'apport, celui-ci devrait, à tout le moins dans le texte français, être utilisé au pluriel comme la plupart des autres rubriques des comptes annuels et consolidés. Dans la plupart des sociétés, il existe en effet plusieurs apports, qui sont regroupés dans la rubrique comptable correspondante.

La modification qui sera choisie doit être appliquée de manière systématique et cohérente dans l'intégralité de l'arrêté en projet et de ses annexes.

Quoi qu'il en soit, la méthode envisagée par les auteurs du projet aboutira à l'utilisation de concepts qui ne seront pas formulés de manière identique à celle de la rédaction de la directive n° 2013/34/UE. Il conviendrait à cet égard que le projet soit complété par une disposition qui énoncera que tel concept a la même signification que le concept correspondant figurant dans la directive.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il est renvoyé à l'observation n° 1 formulée sur les formalités préalables et aux observations générales n^{os} 1 à 3.

2. Le tableau de concordance entre les dispositions du projet et celles qui leur procurent un fondement légal communiqué au Conseil d'État fait apparaître que les articles 3:161 et 5:1 à 5:4 du projet trouveraient un fondement juridique dans les articles 44 et 46 de la loi du 22 décembre 1995 'portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi'.

Ces dispositions doivent dès lors également être visées au préambule.

3. Les articles 9:8 et 9:9 du projet tendent à modifier l'arrêté royal du 21 octobre 2018 'portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique', dont le préambule vise ces articles III.82 à III.95 à titre de fondement juridique : ce sont donc ces articles qui doivent également être visés au deuxième alinéa du préambule de l'arrêté en projet, et non « les articles 16, 17, 18 et 19 ».

D'autre part, il y a lieu de mentionner également dans le préambule cet arrêté royal du 21 octobre 2018 ainsi que tous les arrêtés dont l'abrogation est prévue au premier article 9:1²⁻³. Dans cet article, les arrêtés énumérés doivent l'être en citant les modifications dont ils ont fait l'objet et qui sont toujours en vigueur⁴.

² Le projet contient deux articles 9:1.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 29.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 138.

4. Au visa portant sur l'avis du Conseil d'État (alinéa 14 du préambule), il convient d'indiquer que ce dernier a été saisi sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et non 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

Il y a lieu en conséquence d'omettre les alinéas 12 et 13 du préambule.

DISPOSITIF

Articles 1:3, 1:4, 1:6 et 1:10

Les articles 1:3, 1:4, 1:6 et 1:10 du projet prévoient des « prescriptions techniques établies par BOSA et le Service d'encadrement ICT du SPF Justice », à savoir un service public fédéral et un service particulier du SPF Justice, qui sont sous la responsabilité d'un ministre.

C'est par conséquent à un ministre que l'arrêté royal doit confier le soin d'établir ces prescriptions techniques.

Article 1:3

Par sa généralité d'acception, la notion de tiers est trop large et sera remplacée par une notion plus adaptée à l'objet de cette disposition, par exemple en s'inspirant de la rédaction de l'article 2:12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations.

La question se pose même de savoir si l'insertion des mots « , par des tiers ou par les notaires » est bien utile.

Une observation analogue vaut pour la suite du projet.

Article 1:9

1. Dans le texte français du paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « , ainsi que le texte des mentions sont présentés » seront ajoutés entre le mot « associations » et le mot « sans ».

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, il y a lieu d'écrire « du formulaire I dont le modèle figure à l'annexe 1 » plutôt que « de la formule I dont le modèle est annexé ».

3. Au paragraphe 3, alinéa 5, il convient d'ajouter les références aux articles correspondants du livre 6 du Code des sociétés et des associations.

Article 2:1

L'article 4 de l'arrêté royal du 24 décembre 1934 'relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur', auquel l'article 2:1, alinéa 2, renvoie, doit être adapté pour tenir compte des dispositions du livre XX du Code de droit économique, du Code des sociétés et des associations et de l'arrêté en projet.

Articles 2:3 et 2:4

Eu égard aux articles 1:2, 1:4 et 2:132 du Code des sociétés et des associations, le solde de la liquidation ne peut être distribué aux membres de l'association.

On ne comprend donc pas ce que les auteurs du projet entendent par « les sommes et autres valeurs qu'il a accordées [...] aux membres » et « actifs [...] consignés au profit des membres ».

Article 3:22

1. À l'alinéa 2, 1°, il convient de faire référence à la « section 3 » et non à la « section III ».
2. À l'alinéa 4, les auteurs du projet devraient examiner l'opportunité de viser aussi les ASBL, les AISBL et les fondations.

Article 3:57

Les mots « ou en cas d'application de l'article 12:10 du même Code, » sont inutiles car la disposition qu'ils visent est déjà comprise dans les dispositions indiquées juste avant.

Ces mots seront donc omis.

Livre 3, titre 1^{er}, chapitre 4, section 1^{re}, sous-section 2

L'intitulé de cette sous-section serait mieux formulé comme suit :

« Établissement des comptes consolidés des sociétés dotées de la personnalité juridique dont le Code des sociétés et des associations prescrit la publicité ».

Article 3:70

Le paragraphe 4 doit s'appliquer non seulement aux sociétés mais aussi aux ASBL, AISBL et fondations.

Articles 3:75, 3:192 et 9:10

La section de législation s'interroge sur le renvoi fait par le paragraphe 5 de l'article 3:75 aux articles 3:47 et 3:51 du Code des sociétés et des associations. Ces deux dernières dispositions ne font en effet pas état d'une liste de libéralités.

Une interrogation analogue concerne l'article 3:192, § 5.

Dans ce contexte, on s'interroge également sur la portée et l'admissibilité du report de l'entrée en vigueur des articles 3:75, § 5, et 3:192, § 5, par l'article 9:10, alinéa 2.

Article 3:77

Au paragraphe 2, les concepts de valeur nominale et de pair comptable ne sont pas pertinents pour les sociétés sans capital.

Le dispositif doit être reformulé pour être également applicable dans ces sociétés.

Article 3:82

1. Au point VIII, alinéa 2, A, il convient de faire aussi référence, pour ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés coopératives, aux informations visées aux articles 5:44 et 6:43 du Code des sociétés et des associations.

2. Au point VIII, alinéa 2, A, de la version française, les mots « parts sociales » seront remplacés par les mots « actions ou parts ».

3. Au point VIII, alinéa 2, B, de la version française, les mots « actions ou » seront ajoutés avant les mots « de parts » et le mot « tenues » sera remplacé par le mot « détenues ».

4. Au point VIII, alinéa 2, C, de la version française, les mots « d'actions ou » seront ajoutés avant les mots « de parts ».

5. Au point VIII, alinéa 2, D, de la version française, les mots « d'actions ou » seront ajoutés avant les mots « de parts ».

Par ailleurs, les mots « ainsi que, le cas échéant, le nombre de parts tenues respectivement par la société elle-même et par ses filiales », qui sont redondants avec le point B, seront omis.

Article 3:85

1. Dans le texte français du point II, alinéa 2, les mots « le nombre de parts tenues » seront remplacés par les mots « le nombre d'actions ou parts détenues ».

2. Dans le texte français du point III, B, alinéa 4, les mots « assorties de tiers » seront remplacés par les mots « assorties de garanties ».

Article 3:89

1. Dans le texte français du paragraphe 1^{er}, point III.E, alinéa 4, les mots « par la société » seront omis.
2. Au paragraphe 1^{er}, après le point VII, le sous-titre « VIII. Placements de trésorerie » sera ajouté.
3. Au paragraphe 2, point III.A, b), il convient d'ajouter une référence à l'article 6:118, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du Code des sociétés et des associations.
4. Dans le texte français du paragraphe 2, point V, alinéa 2, le mot « Ils » sera remplacé par les mots « Ces subsides ».

Article 3:90

Dans le texte français du point II.D, alinéa 2, des tirets seront ajoutés de part et d'autre du groupe de mots « autres que les frais d'émission d'emprunts et les primes de remboursement ».

La même observation s'applique à l'article 3:172, point II.D.

Article 3:104

1. Dès lors que le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, impose aux sociétés qu'il vise d'établir leurs comptes consolidés en suivant les normes comptables internationales qu'il désigne, l'alinéa 2 ne peut plus trouver à s'appliquer et est donc inutile.

Il sera omis.

2. Dans le texte français du même paragraphe 3, les mots « sont tenues de préparer » seront remplacés par les mots « sont tenues d'établir ».

Article 3:128

Il semble que la référence à l'article 3:126 soit erronée et que les auteurs du projet ont plutôt voulu se référer à l'article 3:127.

Article 3:161

1. Dans la version française du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le renvoi à l'article 4:2 semble erroné. Les mots « aux articles » seront remplacés par les mots « à l'article ».

Par ailleurs, les mots « du présent arrêté » seront omis.

2. Au paragraphe 2, le renvoi aux articles 3:47, § 3, et 3:51, § 3, du Code des sociétés et des associations sera remplacé par un renvoi aux articles 1:28 et 1:30 du même Code.

3. Au paragraphe 2, le renvoi à l'article 4:3 semble erroné.

Article 3:164

1. Au point V.A, alinéa 1^{er}, les mots « au sens du présent titre » sont imprécis.

Il convient de renvoyer à une disposition précise de l'arrêté en projet ou du Code des sociétés et des associations.

2. Au point XII.B, les mots « principe déposé » seront remplacés par les mots « principe prévu ».

La même observation s'applique au point XX.

3. Au point XIX, alinéas 1^{er} et 2, les auteurs du projet devraient se demander s'il ne faut pas viser les entreprises associées et les entreprises liées, comme à l'article 3:82, point XIX, au lieu des sociétés associées ou liées.

4. Au point XXI.A, phrase introductive et deuxième tiret, les mots « et gérants » seront omis à trois reprises.

Article 3:167

Au point I, alinéa 2, de la version française, on ne comprend pas à quoi se rapporte le mot « ils » dans la phrase « s'ils sont d'importance significative ».

Le dispositif sera clarifié.

Article 3:171

1. Dans le texte français du paragraphe 1^{er}, point I, les mots « et d'apport » seront omis.

2. Les mots « § 2. » seront ajoutés avant les mots « Le contenu de certaines rubriques du passif ».

Dans la version néerlandaise de cette phrase introductive, le verbe « worden » sera remplacé par « wordt ».

Article 3:172

1. Dans le texte français du point I.F, 1°, a), les renvois aux articles 2:39 et 2:42 seront remplacés par des renvois respectivement aux articles 3:39 et 3:42.
2. Dans le texte français du point I.F, 3°, les mots « de la société » seront remplacés par les mots « de l'ASBL, de l'AISBL ou de la fondation ».

Article 5:3

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « telles que visées » seront remplacés par le mot « visées ».
2. Au point III, l'alinéa 8 est identique à l'alinéa 9. Si l'on se réfère à l'alinéa correspondant de l'article 191/2 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 'portant exécution du Code des sociétés', il convient de remplacer l'alinéa 8 par le texte suivant :

« Par formation professionnelle initiale, on entend la formation délivrée aux personnes occupées dans le cadre de systèmes alternant formation et travail en entreprise et ayant pour objectif l'acquisition d'un diplôme ou d'un certificat officiel. La durée de cette formation est d'au moins six mois ».
3. Sans préjudice de l'observation n° 2 formulée ci-dessus, le texte néerlandais du point III, alinéa 8, précité, doit être rédigé en néerlandais.

Article 6:1

Dans la phrase introductive, les mots « de la présente section » seront remplacés par les mots « du présent livre ».

Livre 7

1. La structure du livre 7, ainsi que son intitulé et celui des deux titres qui le composent, doivent être adaptés pour faire clairement apparaître que le titre 1^{er} s'applique aux sociétés anonymes et aux sociétés à responsabilité limitée alors que le titre 2 s'applique en outre aux sociétés coopératives.

2. En outre, les auteurs du projet sont invités à examiner si les dispositions du titre 2, ou des dispositions similaires, ne devraient pas être rendues applicables aux ASBL, afin d'assurer l'exécution de l'article 9:3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, lequel ne contient toutefois qu'une habilitation facultative.

Article 7:1

Au paragraphe 1^{er}, 6°, le renvoi utilisé pour décrire le lien de filiation doit être fait à l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations et non à son article 1:21.

Article 7:2

Dans le texte français de l'alinéa 1^{er}, la virgule figurant après les mots « le droit de vote » doit être remplacée par un point-virgule.

Article 7:8

Dans le texte français de l'alinéa 2, les mots « lorsqu'un » seront remplacés par les mots « lorsqu'aucun ».

Article 7:12

1. Au paragraphe 1^{er}, il convient d'ajouter un renvoi à l'article 6:24 du Code des sociétés et des associations après le renvoi à son article 5:24, ainsi qu'un renvoi à l'article 6:28 du même Code après le renvoi à son article 5:29.

2. Au paragraphe 4, il serait plus clair d'écrire, au lieu des mots « aux mêmes obligations, telles qu'elles découlent du présent arrêté », les mots « aux obligations qui résultent du présent arrêté ».

3. Au paragraphe 5, alinéa 2, d), le renvoi au 5° est erroné.

4. Dans le texte français du paragraphe 5, alinéa 3, les mots « qu'ils désignent » seront remplacés par les mots « qu'elles désignent ».

5. Les paragraphes 6 et 7, qui reproduisent des exigences résultant directement du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), ne peuvent être maintenus que s'il est précisé que c'est conformément aux dispositions pertinentes de celui-ci qu'elles figurent dans le texte⁵.

Article 7:13

1. Au paragraphe 1^{er}, le renvoi à l'article 7:12, 6°, est erroné.
2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le renvoi à l'article 7:12, 5°, doit être remplacé par un renvoi à l'article 7:12, § 5.
3. Au paragraphe 2, alinéas 3 et 4, les mots « La qualité en tant que » seront remplacés par les mots « La qualité de ».
4. Au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « la reprise dans la Banque-Carrefour » seront remplacés par les mots « l'inscription dans la Banque-Carrefour ».
5. Au paragraphe 2, alinéa 5, les mots « empruntent leur qualité à ce mandat » sont difficilement compréhensibles.

Ils seront clarifiés.

Article 7:14

Afin notamment de faire écho à l'observation n° 37 de l'avis n° 03/2019 du 16 janvier 2019 de l'Autorité de protection des données, mieux vaudrait, au début de l'article 7:14, § 2, insérer les mots « Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en sens contraire,... ».

Livre 8

L'intitulé du livre 8 donne l'impression qu'il ne s'applique qu'aux sociétés anonymes. Or, en vertu de l'article 5:2 du Code des sociétés et des associations, les articles 7:145, 1:215 et 7:218 du même Code, que ce livre 8 exécute, sont également susceptibles de s'appliquer aux sociétés à responsabilité limitée qui sont cotées.

⁵ Voir les articles 32 à 34 du RGPD.

Dans ce contexte se posera la question de savoir si les dispositions d'exécution prévues par le livre 8 s'appliquent également à ces dernières sociétés, d'autant plus que, si l'article 5:2 précité prévoit une application par analogie des règles légales, il ne dit rien d'une éventuelle application des dispositions qui les exécutent.

Afin d'éviter tout doute, il sera précisé que les dispositions du livre 8 s'appliquent aussi aux sociétés à responsabilité limitée cotées au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations.

Article 8:1

Les auteurs du projet sont invités à préciser si les règles fixées par l'article 8:1 s'appliquent également à la sollicitation publique de procurations en vue de participer à une réunion de l'assemblée générale des obligataires (article 7:176 du Code des sociétés et des associations). Le cas échéant, il convient de le préciser à l'article 8:1.

Dans le cas contraire, les auteurs du projet doivent prévoir des dispositions d'exécution de l'article 7:176 précité. S'il est exécuté par l'arrêté en projet, cet article doit être visé dans le préambule.

Article 8:6

1. L'article 8:6 contient la disposition d'exécution prévue à l'article 7:218, § 2, du Code des sociétés et des associations mais il ne contient pas celle prévue à l'article 7:218, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code.

Une telle disposition devrait être incluse dans l'arrêté en projet, éventuellement en étendant le champ d'application et en adaptant le texte des articles 8:3 et 8:4.

2. À l'alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « du présent article » seront omis.

Article 9:9

1. Au 2^o, alinéa 2, de la version française, le chiffre « 100 » sera remplacé par le chiffre « 110 ».

2. Le 29^o (et non « 30^o » dans la version française) est difficilement compréhensible et sera clarifié.

Annexe 5

La référence au « présent livre », que l'on trouve à quatre reprises, est erronée et sera corrigée.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De bijlagen 1 en 2 die in artikel 1:7, § 3, eerste lid, worden vermeld, zijn niet samen met het ontwerp aan de Raad van State overgezonden.

Voordat het ontworpen besluit kan worden vastgesteld, moet de afdeling Wetgeving dus eerst nog een nieuw advies verstrekken over die bijlagen.

2. Zoals de Raad van State heeft gevraagd, is hem een tabel overgezonden die voor elk artikel van het ontwerp de rechtsgrond aangeeft alsook hetzij de overeenstemmende huidige bepalingen waarop de ontworpen bepalingen gebaseerd zijn, hetzij de vermelding dat de ontworpen bepalingen volledig nieuw zijn.

Een dergelijke tabel zou bij het verslag aan de Koning moeten worden gevoegd. In zoverre de tabel voornamelijk bepaalde artikelen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen als rechtsgrond opgeeft, moet er ook voor worden gezorgd dat diezelfde artikelen in het eerste lid van de aanhef worden vermeld. Dat eerste lid moet overigens gewijzigd worden in het licht van de algemene opmerkingen 1 tot 3.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De wetsbepalingen vermeld in het vierde lid van de aanhef van het ontwerp strekken tot rechtsgrond van de wijzigingen van het koninklijk besluit van 27 april 2007 'op de openbare uitkoopbiedingen', ontworpen in de artikelen 9:1 (het tweede) tot 9:7. Volgens de koninklijke besluiten tot uitvoering van artikel 8 van de wet van 1 april 2007 'op de openbare overnamebiedingen' is echter het voorafgaande advies van de FSMA vereist.

Bijgevolg moet dat voorafgaande vormvereiste vervuld worden voor de voornoemde artikelen 9:1 tot 9:7. Het moet in de aanhef worden vermeld.

2. Van het advies van de inspectie van Financiën bevindt alleen de eerste pagina zich in het dossier.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In de lijst artikelen, vermeld in het eerste lid van de aanhef, waaraan het ontworpen besluit uitvoering geeft, moeten ook de volgende artikelen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen staan: 2:7, § 3, 2:12, § 1, 2:23, § 2, 5:69, § 2, 6:24, 7:82, § 3, 7:145, zevende lid, 7:215, §§ 2 en 3, en 7:218.

De volgende artikelen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen horen daarentegen niet in die lijst te staan aangezien het ontworpen besluit ze niet ten uitvoer legt: 3:7, 3:20, 3:22, 3:42, 3:75, 3:78, 3:79, 3:92, 3:98 en 3:127 (een niet-bestaand artikel).

2. In zoverre een codificatie van het vennootschaps- en verenigingsrecht vooral belangrijk is om alle bepalingen die op vennootschappen en verenigingen toepasselijk zijn in eenzelfde tekst samen te brengen, zouden de stellers van het ontwerp alle bepalingen ter uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het ontwerpbesluit moeten opnemen.

Het valt immers niet te begrijpen waarom sommige verordenende uitvoeringsbepalingen, die trouwens over allerlei onderwerpen gaan, voorkomen in het ontwerpbesluit, dat zich aldus als het voornaamste uitvoeringsbesluit voordoet, terwijl andere verordenende uitvoeringsbepalingen in aparte besluiten zouden worden vastgesteld.

Omwille van de samenhang en de volledigheid zou het ontwerpbesluit dus moeten worden aangepast zodat het met name ook het volgende bevat:

– de aanduiding van de code inzake deugdelijk bestuur die verplicht van toepassing is (tenuitvoerlegging van artikel 3:6, § 2, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, huidig koninklijk besluit van 6 juni 2010 ‘houdende aanduiding van de na te leven code inzake deugdelijk bestuur door genoteerde vennootschappen’) (er wordt opgemerkt dat wat de nieuwe bepaling betreft eerst moet worden nagegaan of in de gekozen code inzake deugdelijk bestuur passende onafhankelijkheidscriteria voorkomen, overeenkomstig artikel 7:87, § 1, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen);

– de inhoud van artikel 34 van het koninklijk besluit van 1 september 2004 ‘houdende tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap’ en van artikel 27 van het koninklijk besluit van 28 november 2006 ‘houdende tenuitvoerlegging van Verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor de Europese Coöperatieve Vennootschap’;

– de inhoud van het koninklijk besluit van 12 januari 2006 ‘betreffende de gedematerialiseerde vennootschapseffecten’.

De aldus ten uitvoer gelegde artikelen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen moeten in voorkomend geval worden vermeld in de aanhef van het ontwerpbesluit en de aldus vervangen besluiten moeten, met het oog op een uitdrukkelijke opheffing, in artikel 9:1 worden toegevoegd.

3. Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen verplicht de Koning maatregelen te nemen ter uitvoering van een aantal bepalingen van dat wetboek, die naar het zich laat aanzien niet allemaal worden uitgevoerd in het ontwerpbesluit, noch in andere besluiten. Het gaat met name om:

– artikel 2:7, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, volgens welk de Koning de instantie aanwijst die belast is met het beheer van het elektronische databanksysteem dat de statuten en de bijwerkingen daarvan bevat, ingeval die statuten en bijwerkingen niet bij notariële akte zijn vastgelegd;

– de artikelen 3:15, derde lid, 3:47, § 7, zesde lid, en 3:51, § 7, zesde lid, wat betreft de vorm waarin de documenten moeten worden overgezonden;

– de artikelen 5:28, zevende lid, en 6:27, zesde lid, wat betreft de wijze waarop de inschrijving plaatsvindt indien het register in twee delen wordt bijgehouden;

– artikel 8:2 wat betreft de voorwaarden voor de erkenning van landbouwondernemingen;

– artikel 8:5, § 1, tweede lid, wat betreft de voorwaarden voor de erkenning van de sociale ondernemingen;

– artikel 12:119, § 1, derde lid, wat betreft de wijze waarop de van kracht geworden grensoverschrijdende fusie ter kennis wordt gebracht;

– de artikelen 15:4, derde lid, 15:26, derde lid, 16:5, derde lid, en 16:24, derde lid, wat betreft de versnelde procedures waarin die artikelen voorzien;

– artikel 42, § 4, van de voornoemde wet, wat betreft de regels inzake de weerlegging van de vermoedens bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 van dat artikel.

De uitvoeringsmaatregelen die door de wetgever zijn voorgeschreven, moeten worden genomen en zouden in het ontworpen besluit moeten staan.

Indien dat het geval is, moeten de relevante bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in het eerste lid van de aanhef worden vermeld.

4. Het ontworpen besluit voorziet op verschillende plaatsen in identieke of soortgelijke regels voor verschillende situaties of categorieën van rechtspersonen.

Tenzij de stellers van het ontwerp een verschillende regel voor die situaties of categorieën willen invoeren en de aldus ontstane verschillende behandeling verenigbaar is met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, moet ervoor worden gezorgd dat de tekst van de verschillende artikelen die over eenzelfde onderwerp gaan betreffende de verschillende categorieën situaties of rechtspersonen en die geacht worden dezelfde regels uit te vaardigen, volledig identiek luidt, behalve voor wat gerechtvaardigd zou zijn al naargelang die bepalingen voor de ene of de andere categorie van situaties of rechtspersonen gelden.

Een dergelijke controle dient voor beide talen van het ontwerp verricht te worden. De teksten die geacht worden identiek te zijn, zijn immers vaak slechts identiek in één taal, maar niet in de andere, wat de indruk wekt dat er fouten zijn gemaakt op het vlak van de taalkundige overeenstemming.

Dat is met name het geval met de artikelen 3:88 en 3:170 (punt I, b), c), d) en e), 3:88, punt II.A, 1°) en met de artikelen 3:89, § 1, en 3:171, § 1 (punt III.A, punt III.D, 1°, punt III.E, tweede en vierde lid, en punt IV.A, § 1).

5. Ter vervanging van het begrip “kapitaal” in vennootschappen die overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen geen kapitaal meer hebben, hebben de stellers van het ontwerp geopteerd voor de term “inbreng”, in het enkelvoud. De term “inbreng” wordt ook gebruikt in de rekeningen van de vennootschappen met een kapitaal, waarbij dat kapitaal voortaan als een subrubriek van de rubriek “inbreng” wordt voorgesteld.

Die keuze geeft een fundamenteel probleem in zoverre aldus als inbrengen worden voorgesteld:

- in alle soorten vennootschappen, bedragen aan de passiefzijde van de balans, terwijl de inbrengen zoals gedefinieerd in artikel 1:8, § 2, eerste en tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen tot de activa behoren;¹

- in de vennootschappen met kapitaal, bedragen die niet noodzakelijk de tegenprestatie voor inbrengen vertegenwoordigen, maar ook, in voorkomend geval, omzettingen van herwaarderingsmeerwaarden of van reserves, zoals met name bepaald door artikel 3:89, § 2, I, 1°, en punt C.1 van het deel “Resultaatverwerking” van de “Resultatenrekening” van bijlage 3.

In zoverre is het besluit niet in overeenstemming met artikel 1:8 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarin de inbreng wordt gedefinieerd.

Er dient dienovereenkomstig te worden geopteerd voor een geschiktere term, ofwel dient ervoor gezorgd te worden dat het begrip “inbreng” geen betrekking heeft op de omzettingen.

¹ Zo zijn de woorden “de inbreng van de consoliderende vennootschap” in artikel 3:158, eerste lid, onduidelijk: ze kunnen namelijk zo worden opgevat dat het gaat om een inbreng die door de consoliderende vennootschap is gedaan, terwijl het gaat om de inbrengen die deze heeft ontvangen of die de vennootschappen opgenomen in de consolidatie hebben ontvangen.

Indien de stellers van het ontwerp ervoor opteren de term “inbreng” te handhaven, moet die op zijn minst in de Franse tekst in het meervoud worden gebruikt zoals in de meeste andere rubrieken van de jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen. In de meeste vennootschappen bestaan er immers meerdere inbrengen, die in de overeenstemmende boekhoudkundige rubriek worden samengebracht.

De wijziging waarvoor wordt geopteerd, moet systematisch en coherent worden toegepast in heel het ontwerpbesluit en zijn bijlagen.

Hoe dan ook moet de methode die de stellers van het ontwerp kiezen, inhouden dat begrippen worden gebruikt die niet identiek worden verwoord als in richtlijn 2013/34/EU. Wat dat betreft dient het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling die stelt dat een bepaald begrip dezelfde betekenis heeft als het overeenstemmende begrip dat in de richtlijn voorkomt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Er wordt verwezen naar opmerking 1 die bij de voorafgaande vormvereisten gemaakt is en naar de algemene opmerkingen 1 tot 3.

2. Uit de aan de Raad van State overgezonden tabel waarin voor elke bepaling van het ontwerp wordt aangegeven welke bepaling daarvan de rechtsgrond vormt, kan opgemaakt worden dat de artikelen 3:161 en 5:1 tot 5:4 van het ontwerp rechtsgrond zouden ontleen aan de artikelen 44 en 46 van de wet van 22 december 1995 ‘houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid’.

Ook naar die bepalingen dient dus in de aanhef verwezen te worden.

3. De artikelen 9:8 en 9:9 van het ontwerp strekken ertoe wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 21 oktober 2018 ‘tot uitvoering van de artikelen III.82 tot en met III.95 van het wetboek van Economisch recht’. In de aanhef van dat koninklijk besluit wordt bij wijze van rechtsgrond verwezen naar die artikelen III.82 tot en met III.95. In het tweede lid van de aanhef van het ontworpen besluit dient dan ook naar die artikelen verwezen te worden in plaats van naar “artikelen 16, 17, 18 en 19”.

Daarenboven dient in de aanhef eveneens melding te worden gemaakt van dat koninklijk besluit van 21 oktober 2018 en alle besluiten die volgens het eerste artikel 9:1²⁻³ opgeheven zouden worden. In dat artikel dienen de besluiten opgegeven te worden met vermelding van de daarin aangebrachte wijzigingen die nog steeds gelden.⁴

² Het ontwerp bevat twee artikelen 9:1.

³ Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 29.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 138.

4. In de aanhefverwijzing betreffende het advies van de Raad van State (veertiende lid van de aanhef) dient vermeld te worden dat de adviesaanvraag bij de Raad aanhangig gemaakt is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, en niet 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Bijgevolg moeten het twaalfde en het dertiende lid van de aanhef vervallen.

DISPOSITIEF

Artikelen 1:3, 1:4, 1:6 en 1:10

In de artikelen 1:3, 1:4, 1:6 en 1:10 van het ontwerp is sprake van “technische voorschriften vastgesteld door BOSA en de Stafdienst ICT van de FOD Justitie”, welke instanties een federale overheidsdienst en een specifieke dienst van de FOD Justitie zijn, die beide onder de verantwoordelijkheid van een minister staan.

De taak om die technische voorschriften vast te stellen, dient bijgevolg aan een minister opgedragen te worden.

Artikel 1:3

Aangezien het begrip “derden” velerlei betekenissen kan hebben, is het een te ruim begrip en moet het vervangen worden door een begrip dat beter past bij de bedoeling van deze bepaling, bijvoorbeeld door uit te gaan van de redactie van artikel 2:12, § 1, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De vraag rijst zelfs of het wel nuttig is de woorden “door derden of de notarissen” op te nemen.

Een soortgelijke opmerking kan bij het vervolg van het ontwerp gemaakt worden.

Artikel 1:9

1. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, moeten de woorden “, ainsi que le texte des mentions sont présentés” ingevoegd worden tussen het woord “associations” en het woord “sans”.

2. In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men “formulier I gebruikt waarvan het model voorkomt in bijlage 1” in plaats van “het formulier I gebruikt waarvan het model bij dit besluit is gevoegd”.

3. In paragraaf 3, vijfde lid, dienen de verwijzingen toegevoegd te worden naar de overeenkomstige artikelen van boek 6 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 2:1

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 24 december 1934 ‘betreffende de toepassing der wetten op het onvrijwillig bezitsverlies van toonderpapier’, waarnaar verwezen wordt in artikel 2:1, tweede lid, dient aangepast te worden zodat rekening gehouden wordt met de bepalingen van boek XX van het Wetboek van economisch recht, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van het ontworpen besluit.

Artikelen 2:3 en 2:4

Gelet op de artikelen 1:2, 1:4 en 2:132 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen mag het vereffeningssaldo niet aan de leden van de vereniging uitgekeerd worden.

Er valt dan ook niet in te zien wat de stellers van het ontwerp bedoelen met “alle geldsommen en andere effecten die het (...) aan de leden heeft toegekend” en met “de activa die (...) nog zijn geconsigneerd ten bate van de leden”.

Artikel 3:22

1. In het tweede lid, 1°, dient naar “afdeling 3” verwezen te worden in plaats van naar “afdeling III”.
2. Wat het vierde lid betreft, zouden de stellers van het ontwerp moeten nagaan of het niet opportuun is om eveneens naar de vzw's, de ivzw's en de stichtingen te verwijzen.

Artikel 3:57

De woorden “of bij toepassing van artikel 12:10 van hetzelfde wetboek” zijn overbodig, aangezien de bepaling waarnaar ze verwijzen reeds deel uitmaakt van de bepalingen die net daarvoor vermeld staan.

Die woorden moeten dan ook worden weggelaten.

Boek 3, titel 1, hoofdstuk 4, afdeling 1, onderafdeling 2

Het opschrift van deze onderafdeling zou beter als volgt luiden:

“Opmaak van de geconsolideerde jaarrekening van de vennootschappen met rechtspersoonlijkheid waarvan de openbaarmaking door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is voorgeschreven”.

Artikel 3:70

Paragraaf 4 moet niet alleen voor de vennootschappen maar ook voor de vzw's, de ivzw's en de stichtingen gelden.

Artikelen 3:75, 3:192 en 9:10

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom in paragraaf 5 van artikel 3:75 naar de artikelen 3:47 en 3:51 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen verwezen wordt. In geen van beide laatstgenoemde bepalingen is immers sprake van een lijst van giften.

Een soortgelijke vraag rijst in verband met artikel 3:192, § 5.

In samenhang daarmee rijst tevens de vraag wat de bedoeling is van het uitstel van de inwerkingtreding van de artikelen 3:75, § 5, en 3:192, § 5, waarin artikel 9:10, tweede lid, voorziet, en of dat uitstel wel aanvaard kan worden.

Artikel 3:77

In paragraaf 2 zijn de begrippen “nominale waarde” en “fractiewaarde” niet relevant voor vennootschappen zonder kapitaal.

Het dispositief moet geherformuleerd worden zodat het ook in die vennootschappen van toepassing is.

Artikel 3:82

1. In punt VIII, tweede lid, A, dient, wat de besloten vennootschappen en de coöperatieve vennootschappen betreft, eveneens te worden verwezen naar de gegevens die in de artikelen 5:44 en 6:43 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden vermeld.
2. In de Franse tekst van punt VIII, tweede lid, A, moeten de woorden “parts sociales” vervangen worden door de woorden “actions ou parts”.
3. In de Franse tekst van punt VIII, tweede lid, B, moeten de woorden “d'actions ou” ingevoegd worden voor de woorden “ou parts”, en moet het woord “tenues” vervangen worden door het woord “détenues”.
4. In de Franse tekst van punt VIII, tweede lid, C, moeten de woorden “d'actions ou” ingevoegd worden voor de woorden “de parts”.
5. In de Franse tekst van punt VIII, tweede lid, D, moeten de woorden “d'actions ou” ingevoegd worden voor de woorden “de parts”.

Voorts moeten de woorden “alsmede, in voorkomend geval, het aantal van deze aandelen dat respectievelijk door de vennootschap zelf en door haar dochters wordt gehouden”, die redundant zijn ten opzichte van punt B, geschrapt worden.

Artikel 3:85

1. In de Franse tekst van punt II, tweede lid, moeten de woorden “le nombre de parts tenues” vervangen worden door de woorden “le nombre d’actions ou parts détenues”.
2. In de Franse tekst van punt III, B, vierde lid, moeten de woorden “assorties de tiers” vervangen worden door de woorden “assorties de garanties”.

Artikel 3:89

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, punt III.E, vierde lid, moeten de woorden “par la société” worden weggelaten.
2. In paragraaf 1 moet na punt VII de ondertitel “VIII. Geldbeleggingen” ingevoegd worden.
3. In paragraaf 2, punt III.A, b), dient eveneens naar artikel 6:118, § 1, eerste lid, 4°, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen te worden verwezen.
4. In de Franse tekst van paragraaf 2, punt V, tweede lid, moet het woord “Ils” vervangen worden door de woorden “Ces subsides”.

Artikel 3:90

In de Franse tekst van punt II.D, tweede lid, moeten de woorden “autres que les frais d’émission d’emprunts et les primes de remboursement” tussen twee gedachtestreepjes geplaatst worden.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 3:172, punt II.D.

Artikel 3:104

1. Aangezien paragraaf 3, eerste lid, de daarin bedoelde vennootschappen voorschrijft hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen overeenkomstig de internationale boekhoudnormen die het vermeldt, kan het tweede lid van die paragraaf geen toepassing meer vinden en is dat lid dan ook overbodig.

Dat lid moet geschrapt worden.

2. In de Franse tekst van diezelfde paragraaf 3 moeten de woorden “sont tenues de préparer” vervangen worden door de woorden “sont tenues d’établir”.

Artikel 3:128

De verwijzing naar artikel 3:126 klopt blijkbaar niet, aangezien de stellers van het ontwerp zo te zien naar artikel 3:127 willen verwijzen.

Artikel 3:161

1. De verwijzing naar artikel 4:2 in paragraaf 1, tweede lid, lijkt onjuist. In de Franse tekst moeten voorts de woorden “aux articles” vervangen worden door de woorden “à l’article”.

Bovendien moeten de woorden “van onderhavig besluit” weggelaten worden.

2. In paragraaf 2, moet de verwijzing naar de artikelen 3:47, §3, en 3:51, §3, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vervangen worden door een verwijzing naar de artikelen 1:28 en 1:30 van datzelfde Wetboek.

3. De verwijzing naar artikel 4:3 in paragraaf 2 lijkt onjuist.

Artikel 3:164

1. In punt V.A, eerste lid, zijn de woorden "in de zin van onderhavige titel" onduidelijk.

Er dient verwezen te worden naar een specifieke bepaling van het ontworpen besluit of van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

2. In punt XII.B, moeten de woorden “het beginsel geponeerd” vervangen worden door de woorden “het beginsel waarvan sprake”

Dezelfde opmerking geldt voor punt XX.

3. In punt XIX, eerste en tweede lid, zouden de stellers van het ontwerp zich moeten afvragen of niet verwezen moet worden naar geassocieerde ondernemingen en verbonden ondernemingen, zoals in artikel 3:82, punt XIX, in plaats van naar geassocieerde vennootschappen of verbonden vennootschappen.

4. In punt XXI.A, moeten de woorden “en zaakvoerders” in de inleidende zin en in de tekst na het tweede gedachtestreepje driemaal worden weggelaten.

Artikel 3:167

In de Franse tekst van punt I, tweede lid, is niet duidelijk waarop het woord “ils” betrekking heeft in de zinsnede “s’ils sont d’importance significative”.

De tekst moet worden verduidelijkt.

Artikel 3:171

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, punt I, moeten de woorden “et d’apport” weggelaten worden.

2. De woorden “§2,” moeten worden toegevoegd voor de woorden “De inhoud van bepaalde rubrieken van het passief worden (sic) als volgt gedefinieerd:”

In die zinsnede moet het woord “worden” vervangen worden door “wordt”.

Artikel 3:172

1. In de Franse tekst van punt I.F, 1°, a), moeten de verwijzingen naar de artikelen 2:39 en 2:42 vervangen worden door verwijzingen naar respectievelijk de artikelen 3:39 en 3:42.

2. In de Franse tekst van punt I.F, 3°, moeten de woorden “de la société” vervangen worden door de woorden “de l’ASBL, de l’AISBL ou de la fondation”.

Artikel 5:3

1. In het eerste lid moeten de woorden “zoals bedoeld in” vervangen worden door de woorden “bedoeld in”.

2. In punt III is het achtste lid identiek aan het negende lid. Indien men wil verwijzen naar het overeenstemmende lid van artikel 191/2 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 ‘tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen’, zou het beter zijn om het achtste lid te vervangen door de volgende tekst:

“Onder initiële beroepsopleiding verstaat men de opleiding gegeven aan personen in de onderneming tewerkgesteld in kader van de systemen van alternerend leren en werken en met als doel het behalen van een diploma of van een officieel certificaat. De duur van deze opleiding bedraagt ten minste zes maanden.”

3. Onverminderd opmerking nr. 2 die hiervoor is gemaakt, dient de Nederlandse tekst van het voornoemde punt III, achtste lid, in het Nederlands gesteld te worden.

Artikel 6:1

In de inleidende zin moeten de woorden “van deze afdeling” vervangen worden door de woorden “van dit boek”.

Boek 7

1. De structuur van boek 7, alsook het opschrift ervan en het opschrift van de twee titels van dat boek, moeten worden aangepast teneinde duidelijk te maken dat titel 1 van toepassing is op de naamloze vennootschappen en op de besloten vennootschappen, terwijl titel 2 bovendien van toepassing is op de coöperatieve vennootschappen.

2. De stellers van het ontwerp worden voorts verzocht na te gaan of de bepalingen van titel 2, of soortgelijke bepalingen, niet toepasselijk verklaard moeten worden op de VZW's, teneinde te zorgen voor de uitvoering van artikel 9:3, § 1, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen, welk artikel evenwel louter in een facultatieve machtiging voorziet.

Artikel 7:1

In paragraaf 1, 6°, moet niet naar artikel 1:21 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen verwezen worden om het affiliatieverband te beschrijven, maar wel naar artikel 1:20 ervan.

Artikel 7:2

In de Franse tekst van het eerste lid moet de komma na de woorden “le droit de vote” vervangen worden door een puntkomma.

Artikel 7:8

In de Franse tekst van het tweede lid moet het woord “lorsqu'un” vervangen worden door het woord “lorsqu'aucun”.

Artikel 7:12

1. In paragraaf 1 moet ook verwezen worden naar artikel 6:24 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, na de verwijzing naar artikel 5:24 ervan, alsook naar artikel 6:28 van datzelfde Wetboek, na de verwijzing naar artikel 5:29 ervan.

2. In paragraaf 4 zou de tekst duidelijker zijn, indien de woorden “aan de verplichtingen zoals die voortvloeien uit dit besluit” vervangen werden door de woorden “aan de verplichtingen die voortvloeien uit dit besluit”.

3. In paragraaf 5, tweede lid, d), is de verwijzing naar punt 5° onjuist.
4. In de Franse tekst van paragraaf 5, derde lid, moeten de woorden “qu’ils désignent” vervangen worden door de woorden “qu’elles désignent”.
5. De paragrafen 6 en 7, waarin verplichtingen overgenomen worden die rechtstreeks voortvloeien uit verordening (EU) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: de AVG), kunnen enkel gehandhaafd blijven indien gepreciseerd wordt dat deze in de tekst opgenomen zijn overeenkomstig de relevante bepalingen van die verordening.⁵

Artikel 7:13

1. De verwijzing naar artikel 7:12, 6°, in paragraaf 1 is onjuist.
2. De verwijzing naar artikel 7:12, 5°, in paragraaf 2, eerste lid, moet vervangen worden door een verwijzing naar artikel 7:12, § 5.
3. In paragraaf 2, derde en vierde lid, moeten de woorden “De hoedanigheid als” vervangen worden door de woorden “De hoedanigheid van”.
4. In paragraaf 2, vierde lid, moeten de woorden “de opname als lid” vervangen worden door de woorden “de inschrijving als lid”.
5. In paragraaf 2, vijfde lid, zijn de woorden “ontlenen hun hoedanigheid aan deze machtiging” moeilijk te begrijpen.

Die bewoordingen moeten verduidelijkt worden.

Artikel 7:14

Teneinde inzonderheid gevolg te geven aan opmerking 37 in advies 03/2019 dat door de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven is op 16 januari 2019, verdient het aanbeveling om aan het begin van artikel 7:14, §2, de volgende woorden in te voegen en die bepaling aldus te stellen: “Onverminderd de andersluidende wettelijke en reglementaire bepalingen, moet hij die ..., het vertrouwelijk karakter ervan in acht nemen”.

⁵ Zie de artikelen 32 tot 34 van de AVG.

Boek 8

Het opschrift van boek 8 wekt de indruk dat het enkel van toepassing is op de naamloze vennootschappen. Krachtens artikel 5:2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen kunnen de artikelen 7:145, 1:215 en 7:218 van datzelfde Wetboek, waaraan dat boek 8 uitvoering geeft, echter eveneens van toepassing zijn op de genoteerde besloten vennootschappen.

In dat verband rijst de vraag of de uitvoeringsbepalingen waarin boek 8 voorziet eveneens van toepassing zijn op laatstgenoemde vennootschappen, te meer daar het voornoemde artikel 5:2 weliswaar in een overeenkomstige toepassing voorziet voor de wettelijke regels, maar het evenwel niets bepaalt in verband met een mogelijke toepassing van de bepalingen die zorgen voor de uitvoering van die regels.

Teneinde elke mogelijke twijfel weg te nemen, dient te worden gepreciseerd dat de bepalingen van boek 8 ook van toepassing zijn op de genoteerde besloten vennootschappen in de zin van artikel 1:11 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 8:1

De stellers van het ontwerp worden verzocht te preciseren of de regels die vastgesteld worden in artikel 8:1 eveneens van toepassing zijn op het openbaar verzoek tot verlening van volmachten met het oog op de deelname aan een algemene vergadering van de obligatiehouders (artikel 7:176 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen). In voorkomend geval dient dat gepreciseerd te worden in artikel 8:1.

Indien dat niet het geval is, moeten de stellers voorzien in bepalingen tot uitvoering van het voornoemde artikel 7:176. Indien aan dat artikel uitvoering gegeven wordt door het ontworpen besluit, moet in de aanhef naar dat artikel verwezen worden.

Artikel 8:6

1. Artikel 8:6 bevat de uitvoeringsbepaling bedoeld in artikel 7:218, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, maar niet de uitvoeringsbepaling bedoeld in artikel 7:218, §1, tweede lid, van datzelfde Wetboek.

Zulk een bepaling zou opgenomen moeten worden in het ontworpen besluit, waarbij eventueel voorzien wordt in een uitbreiding van het toepassingsgebied en waarbij de tekst van de artikelen 8:3 en 8:4 wordt aangepast.

2. In het eerste lid, 3°, moeten de woorden "van dit artikel" worden weggelaten.

Artikel 9:9

1. In de bepaling onder 2°, tweede lid, moet in de Franse tekst het cijfer “100” vervangen worden door het cijfer “110”.
2. De bepaling onder 29° (en niet “30°” in de Franse tekst) is moeilijk te begrijpen en moet verduidelijkt worden.

Bijlage 5

De vermelding “van dit boek” die tot viermaal toe voorkomt, is onjuist en moet gecorrigeerd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT